

AIDE HUMANITAIRE

Un pont entre Toulouse et le Rwanda

L'association des Amis du Rwanda n'est pas une association comme les autres. Les événements tragiques qui frappent le pays ont plus que jamais soudé les liens entre ceux qui se mobilisent en France et ceux qui restent là-bas pour que de modestes rêves deviennent réalité.

Madeleine Raffin a vécu trente ans au Rwanda, consacrant toutes ces années au développement et à la reconstruction. Elle enseignait les mathématiques et avait sous sa responsabilité le diocèse de la CARITAS (Secours Catholique international) à Gikongoro. En 1994, beaucoup de Rwandais contraints à l'exil ont traversé la région très pauvre du sud ouest. Il fallait trouver les moyens de lutter contre la famine endémique qui frappait le flot de réfugiés. Les dons, en aliments ou en vêtements ne manquaient pas mais l'aide internationale mettait du temps à arriver. «Nous voulions absolument sauver ces enfants qui ont vu leurs parents abattus sous leurs yeux quand les militaires ne les obligeaient pas à les tuer eux-mêmes. On en retrouvait parfois dans les buissons, hébétés, en loques, en se demandant depuis combien de temps ils n'avaient pas mangé. Et puis, au fur et à

mesure, ils ont repris goût à la vie au contact des autres. Sur les deux mille que nous avons accueillis, tous ont retrouvé une famille à quelques exceptions près. Dans la tradition rwandaise, si des enfants sont abandonnés, ils vont être automatiquement récupérés par une autre famille. Nous devons absolument respecter cette tradition en les intégrant dans des structures d'accueil dans un premier temps pour leur survie, et ensuite dans une famille. L'orphelinat ne fait pas partie de leur culture». Les amis du Rwanda ont cherché des parrains afin d'aider les nombreux enfants vivant seuls avec un frère ou hébergé dans une famille d'accueil rwandaise. Les comités paroissiaux ont dressé une liste de ceux le plus en difficulté et la somme versée par chaque parrain ou marraine permet d'acheter de la nourriture, des habits ou même de financer une scolarisation.

Comme la pluie dans le désert

Grâce à l'action de Madeleine, l'association des amis du Rwanda a pu se créer dès 1981 en partenariat avec Diarwa, association basée à Butare. Aline et Pierre habitent Villeneuve Tolosane. Ils ont contribué à défricher le chemin de la reconstruction, semé d'embûches. Michel, Dimitri et Mylène, trois jeunes de Villeneuve ont mis sur la générosité des commerçants, récoltant des dons symboliques pour acheter des semences qui n'ont finalement rien coûté puisque le directeur de la coopérative de Muret en a fait cadeau. L'argent a servi à acheter des médicaments. La solidarité n'a pas fait défaut un seul instant, que ce soit du côté des entreprises comme des particuliers. Ces actions ponctuelles ont permis d'expédier au Rwanda des cartons entiers de vêtements, de fournitures scolaires et de sacs de laine... Sept ateliers de tricotage, couture, teinturerie, restauration et un centre de



Un atelier de tricotage... Car les nuits rwandaises sont fraîches.

formation à Mwogo où les petits Rwandais apprendront l'élevage de lapins, de chèvres, la menuiserie, la fabrication de canaux d'irrigation, voilà le fruit de tous ces efforts. Pierre pense qu'il a un rôle à jouer. Au même titre que la France qui doit assurer son rôle médiatique. «Je déplore simplement que toutes ces vies humaines ne soient rien à côté des enjeux politiques... Enfin, beaucoup de choses nous échappent...»

M. M.

Contact: Les Amis du Rwanda - 6 rue Lamarck - 31400 Toulouse -

LE PÈRE PIERRE RAFFIN

«Cette guerre n'est pas inter-ethnique»

«On ne peut pas qualifier le conflit rwandais d'inter-ethnique. C'est une guerre de classes dirigeantes. Elles ont manipulé les gens dans leur zone d'influence et les ont entraînés dans leur folie. La mentalité africaine est comme ça, ils ont un grand respect pour la hiérarchie et le sens de la solidarité avec leur clan. Je suis allé là-bas avant le début des massacres aider ma soeur qui, à l'époque, enseignait les maths aux petits Rwandais et menait des



leurs amitiés avec tel ou tel clan ou

«Le Rwanda a été victime de son manque de maturité démocratique»

Pierre Soubias, président de l'association des Amis du Rwanda, connaît bien le pays. Coopérant pour un UONG catholique de 1988 à 1990, il y a rencontré des Rwandais accueillants qui essaient tant bien que mal de croire à la fin de cette guerre.

La Croix du Midi: Peut-on ramener le conflit rwandais à de simples rivalités politiques entre Hutus et Tutsis?

Pierre Soubias: «Non, je crois qu'il faut comprendre comment fonctionne cette société, victime de son manque de maturité démocratique, qui n'arrive pas à faire de compromis entre tradition et modernité. Les Hutus et les Tutsis ne sont pas des ethnies. La société rwandaise traditionnelle fonctionne sur des divisions socio-économiques. Les Hutus étaient cultivateurs et les Tutsis, éleveurs. Ce clivage aurait très bien vécu dans une société purement rurale. Mais les problèmes sont apparus avec la concurrence pour le pouvoir. De par leur nature pudique qui les poussent à s'auto-censurer et à refouler leurs sentiments, les Rwandais sont potentiellement très dangereux. Le point de départ date de 1959 avec les premiers massacres. A l'époque où j'y travaillais, la crise a commencé à couvrir dès 1989. Mais jamais je n'aurais pensé que la situation dégènerait de la sorte. Le régime n'était pas vraiment démocratique mais il évoluait progressivement dans ce sens. Malheureusement, le multipartisme n'a pas pu canaliser les ten-

sions et la mauvaise volonté de ceux qui ne voulaient pas que ça marche».

La mission d'information parlementaire d'information présidée par Paul Quilès est en train de lever le voile sur le rôle de la France pendant le génocide. Au-delà des accusations concernant les ventes d'armes, les ordres opérationnels émanant de l'Élysée et l'aide tardive aux réfugiés, quels étaient les enjeux stratégiques de cette guérilla pour les pays occidentaux?

«Dans les années 80, la France est devenu le principal soutien du Rwanda au détriment de la Belgique parce que la pays sentait que la Belgique n'était pas un pouvoir suffisamment fort. En 1990, tous les pays occidentaux ont coopéré aux côtés d'Habyarimana. Après 1990, les États-Unis ont progressivement pris leurs distances avec le régime. La raison de leur changement de stratégie? Après la guerre froide, l'ennemi numéro un en Afrique n'était plus soviétique mais français! Alors aujourd'hui, les accusations américaines critiquant la politique de la France n'ont pas de fondement car ils ont fait la même chose jusqu'en 1990. D'un autre côté, je pense que la France n'a pas réagi

intelligemment. Son seul argument tient dans la francophonie. C'est un peu léger face à l'argument démocratique... De toute manière, la politique africaine de la France doit être réformée. On croit encore qu'il suffit d'avoir des amis chefs d'État pour imposer ou renverser un régime! La politique évolue mais un peu tardivement. Nous avons quatre ou cinq ans de retard sur le discours américain. La France, à tort ou à raison, s'est faite protectrice des Hutus et les États-Unis, défenseurs des Tutsis. On dit souvent des tutsis qu'il sont les juifs de l'Afrique. Ils ont connu le génocide, la diaspora. Et curieusement, les Américains dans les deux cas soutiennent la minorité active contrairement à la France. Ce sont deux cultures et analyses politiques différentes».

Le politologue américain Robert Kaplan a récemment expliqué que la démocratie encouragée par les pays occidentaux dans certaines régions du monde conduit à de nouvelles formes d'autoritarisme. La volonté de substituer des systèmes parlementaires à des systèmes hiérarchiques tribaux qui fonctionnaient bien serait une erreur comme le prouve le cas rwandais. Sachant qu'un certain

niveau de développement est nécessaire à la réalisation de la démocratie, n'y a-t-il pas en Afrique une solution intermédiaire entre démocratie et dictature?

«Il faudrait que la France et les États-Unis arrêtent de décider de qui ils se réclament. Les Américains doivent faire pression sur le régime pour qu'il évolue positivement. Ils ont la même responsabilité que la France avant. Si on analyse l'évolution démocratique, on s'aperçoit qu'il y a eu effectivement un problème. D'abord la minorité avait le pouvoir. Ensuite, la majorité a pris le dessus. Jusque là, le contrat social s'applique: la majorité a toujours raison. Sauf que ce renversement de situation s'est fait au détriment de la minorité. Or, rien ni personne ne devrait porter préjudice à la liberté de l'individu. Voilà tout le danger. Comment empêcher la majorité d'opprimer la minorité? La France a soutenu ce groupe majoritaire dans ces abus et pourtant, elle avait bien compris que le Rwanda ne peut pas être gouverné uniquement par cette majorité. Il faudrait une cohabitation. Mais les Hutus et les Tutsis ont trop peur les uns des autres. En attendant, le Haut Commissariat aux réfugiés à l'ONU cherche des solutions provisoires. Les camps de réfugiés ressemblent à des prisons mais au moins, les gens ne meurent pas et on peut leur apporter une aide sanitaire et alimentaire».

M.M.

actions de développement. Et de là a germé l'idée de jumeler une association du pays avec les Amis du Rwanda. Il y avait beaucoup de différence entre les gens les plus pauvres et les plus riches et avec la guerre, la réalité n'est que plus flagrante. Nous avions donc mis en place des systèmes de coopérative ou des cagnottes en vue d'un mariage ou pour l'achat de petit matériel. L'Église n'a pas beaucoup de marge de manoeuvre dans ces situations. Ménagée, voire manipulée par voie diplomatique, elle a réagi aux événements en fonction de son appartenance politique. Beaucoup de prêtres ont été tués en raison de

à cause de leur origine ethnique. Cette guerre est inutile. Inutile parce qu'après la déstabilisation des gouvernements africains suite à l'effondrement du bloc communiste, l'évolution démocratique suivait son cours. Même si la multiplicité des partis implique en Afrique une multiplicité de clans et donc des risques importants, il faut bien que ceux qui ont le pouvoir en rendent compte à quelqu'un. Un régime totalitaire comme celui du Rwanda ne peut être dénoncé par personne. Sur le plan économique, personne ne s'est inquiété de savoir ce que devenait l'argent des aides envoyées par l'Europe».

Histoire d'une guerre inutile

- 1916: Protectorat belge (qui succède aux allemands)
- 1959: Premiers massacres
- 1er juillet 1962: Indépendance du pays
- Juillet 1973: Le général Juvenal Habyarimana arrive au pouvoir par un coup d'État militaire - Réélu en 1983 et 1988
- 1975: Signature d'un accord d'assistance entre Valéry Giscard d'Estaing et le général Habyarimana
- 1991: Adoption d'une nouvelle constitution restaurant le multipartisme
- 1993: Accord de paix signé entre le gouvernement et les rebelles tutsis
- 1994: Mort du président Habyarimana, vraisemblablement victime d'un attentat. Les missiles qui auraient abattu l'avion présidentiel proviendraient d'un lot saisi par l'armée française en Irak et acheminé en France.
- Début d'une vague de massacres - Exode des réfugiés hutus
- 24 juin/21 août 1994: Opération «Turquoise» d'aide aux réfugiés à l'initiative de François Mitterrand, Edouard Balladur (premier ministre) et Alain Juppé (ministre des affaires étrangères)
- Victoire du Front patriotique rwandais. Total: un million de morts
- Mars 1998: Mission d'information parlementaire présidée par Paul Quilès.
- Bernard Debré, ancien ministre de la coopération, a reconnu qu'à partir de 1993 et cela jusqu'à la fin juillet 1994 (toute la durée du génocide), la France aurait livré des armes au FAR (Forces Armées Rwandaises et ancienne armée gouvernementale hutu).
- La guerre continue à ravager le nord ouest du pays sur les ordres du colonel Kayumba, commandant en chef de l'armée rwandaise.